

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

..... 2012. - Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 juin 2012, conclue au sein de la Sous-Commission paritaire pour le commerce du bois, modifiant et coordonnant les statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois"

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-Commission paritaire pour le commerce du bois;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 11 juin 2012, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-Commission paritaire pour le commerce du bois, modifiant et coordonnant les statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois".

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,

Mme

Note

(1) Références au Moniteur belge :

Loi du 7 janvier 1958, Moniteur belge du 7 février 1969.

Loi du 5 décembre 1968, Moniteur belge du 15 janvier 1969.

Annexe

Sous-commission paritaire pour le commerce du bois

Convention collective de travail du 11 juin 2012

Modification et coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois"

Article 1^{er}. La Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, modifie et coordonne les statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois" (institué par convention collective de travail du 30 avril 1996, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois et rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 2001 ; cf. Moniteur belge du 11 décembre 2001), comme exposé ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises du commerce du bois, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, et aux ouvriers et ouvrières qu'ils occupent.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juillet 2012. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'au moins six mois et expirant un 31 décembre, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

STATUTS MODIFIES ET COORDONNES :

CHAPITRE I^{er}. - Institution et siège

Article 1^{er}. Il est institué à partir du 1er janvier 1996 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois".

Art. 2. Le siège social du fonds est établi dans la Région bruxelloise.

CHAPITRE II. - Mission

Art. 3. Le fonds a pour objet d'assurer le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages complémentaires fixés par la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois en faveur des ouvriers et ouvrières, occupés dans les entreprises du commerce de bois ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Le fonds a également pour mission :

- de financer et organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes;
- de promouvoir les initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque.

CHAPITRE III. - Financement

Art. 4. Les moyens financiers du fonds se composent de cotisations versées par les employeurs occupant les ouvriers et ouvrières visés à l'article 3.

Art. 5. Les cotisations sont fixées par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Art. 6. L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 7. Les cotisations sont perçues par l'intermédiaire du fonds.

Le fonds est également habilité à percevoir des cotisations et à les verser aux Fédérations professionnelles du secteur : UNEBO, la Fédération Belge du Commerce d'Importation du Bois et Belgian Wood Forum.

Le comité paritaire de gestion peut décider de faire percevoir les cotisations par l'intermédiaire des services de l'Office National de Sécurité Sociale.

Art. 8. Les cotisations sont calculées et dues par l'employeur pour chaque trimestre de l'année civile .

Les cotisations dues pour le trimestre écoulé doivent être versées de plein droit par l'employeur au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant ce trimestre (l'avis de débit transmis par le fonds n'ayant valeur que de rappel).

Art. 9. Les cotisations trimestrielles sont calculées sur base des déclarations trimestrielles que l'employeur doit transmettre à l'office national de sécurité sociale au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre écoulé.

Art. 10. L'employeur est tenu de plein droit de payer une majoration de 10 p.c. du montant des cotisations dues, à défaut de versement des cotisations dans les délais fixés à l'article 8 ou en cas de non accomplissement des formalités prescrites par l'article 9 dans les délais prévus.

Les montants impayés dans les délais fixés à l'article 8, ainsi que les majorations y afférentes, produisent de plein droit des intérêts de retard, au taux prévu pour les cotisations sociales en application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

En cas de force majeure, dûment constatée, le comité paritaire de gestion peut renoncer au paiement des intérêts de retard et des majorations de cotisation.

En cas de litige relatif au paiement des cotisations, des majorations et des intérêts de retard, seul le tribunal du lieu où est situé le siège social du fonds est compétent.

Art. 11. Le solde favorable acquis à la fin de l'exercice est limité au montant total des avantages liquidés pendant le même exercice. L'excédent peut être affecté à des ristournes aux employeurs et/ou à une diminution des cotisations patronales, par convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

CHAPITRE IV. – Nature, modalités d'octroi et liquidation des avantages complémentaires

Art. 12. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 3 ont droit à des avantages complémentaires, dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Art. 12Bis. Les avantages sociaux accordés par le Fonds sont les suivants :

Avantages aux travailleurs :

- 1) Allocation complémentaire de sécurité d'existence
- 2) Indemnité complémentaire de prépension
- 3) Prime d'ancienneté
- 4) Prime de fin d'année
- 5) Indemnité forfaitaire de licenciement
- 6) Prime « Nouveau venu dans le secteur »
- 7) Indemnité de formation permanente
- 8) Prime syndicale

Avantages aux employeurs :

- 1) Indemnité formation

Art. 13. En aucun cas, la liquidation des avantages complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

Art. 13 bis. Les avantages octroyés sont gratuits pour les bénéficiaires. Aucun frais ne peut être mis à charge du bénéficiaire d'une manière ou d'une autre.

CHAPITRE V. - Gestion

Art. 14. Le fonds est géré par un comité paritaire de gestion composé de quatre membres effectifs qui sont les administrateurs du fonds.

La moitié des membres est désignée par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois qui ont été nommés sur présentation de la Fédération nationale des négociants en bois, l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres de ladite sous-commission paritaire qui représentent les ouvriers et les ouvrières de ce secteur.

Les membres du comité paritaire de gestion sont désignés pour le même terme que celui de

leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Le comité paritaire de gestion est complété par quatre membres suppléants, désignés dans les mêmes conditions et pour le même terme que les membres effectifs.

En cas d'empêchement momentané, les membres suppléants remplacent les membres effectifs et en exercent les attributions.

Les fonctions de membre effectif ou suppléant du comité paritaire de gestion prennent fin par démission, par décès ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois prend fin ou par démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion sont renouvelables dans les mêmes conditions que celles où ils ont été désignés.

Art. 15. Les administrateurs du fonds ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat de gestion.

Art. 16. Le comité paritaire de gestion compte un Président et un Vice-Président.

La Présidence et la Vice-Présidence sont organisées en alternance entre les organisations des employeurs d'une part et les organisations des travailleurs d'autre part et la durée d'un mandat est de 3 ans.

Art. 17. Le comité paritaire de gestion est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds sans préjudice toutefois de ceux réservés à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois par la loi ou par les présents statuts.

Le comité paritaire de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un directeur ou à tout mandataire de son choix.

Le comité paritaire de gestion a notamment pour mission :

1. de procéder à l'engagement et au licenciement du personnel du fonds;
2. de contrôler et de prendre toute disposition nécessaire pour l'exécution des présents statuts;
3. de déterminer les frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à couvrir ceux-ci;
4. de faire rapport par écrit, à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, chaque année au cours du mois de juin sur l'accomplissement de sa mission.

Le directeur a notamment pour mission :

1. La préparation de l'ordre du jour des réunions ;
2. L'invitation des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion ; l'invitation, l'ordre du jour et les documents éventuels sont envoyés par courrier ordinaire ou par courriel électronique au minimum 5 jours ouvrables avant ladite réunion.
3. La rédaction et la distribution du compte rendu de la réunion aux membres effectifs et suppléants au maximum un mois après la dite réunion.

Art. 18. Le comité paritaire de gestion se réunit au moins deux fois par an, soit sur une convocation du président agissant d'office, soit sur convocation du directeur du fonds, à la demande d'une des organisations représentatives.

Art. 19. Le directeur du fonds assiste de droit aux séances du comité paritaire de gestion et en assume le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 20. Le comité paritaire de gestion ne peut délibérer et statuer valablement que si chacune des parties est représentée.

Les décisions du comité paritaire de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Les membres effectifs et les membres suppléants qui siègent en remplacement des membres effectifs, ont seuls voix délibérative.

CHAPITRE VI. - Contrôle

Art. 21. En conformité avec l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois désigne un ou plusieurs experts-comptables, en vue de contrôler la gestion du fonds.

Il fait rapport à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois sur sa mission, au moins une fois par an, au mois de juin.

En outre, il informe régulièrement le comité paritaire de gestion du fonds du résultat de ses investigations et lui présente les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII. - Bilan et comptes

Art. 22. Chaque année à la date du 31 décembre les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont arrêtés.

CHAPITRE VIII. - Dissolution et liquidation

Art. 23. La dissolution du Fonds peut être prononcée par la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du Fonds après acquittement du passif en donnant à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel le fonds a été créé. La Sous-commission paritaire pour le commerce du bois désigne comme liquidateurs, les membres effectifs du comité paritaire de gestion prévus à l'article 14.

CHAPITRE IX. – Compétence en cas de litiges

Art. 24. En cas de litige, intervient d'abord une médiation en Commission Paritaire.

Si la médiation n'aboutit pas, il appartiendra alors au tribunal du travail du siège du fonds de statuer sur les litiges relatifs aux droits et aux obligations résultant de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du

La Ministre de l'Emploi,

Mme L.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

.....2012. - Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2012, gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel"

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de houthandel;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2012, gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel".

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,

Mevr.

Nota

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :

Wet van 7 januari 1958, Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, Belgisch Staatsblad van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Subcomité voor de houthandel

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2011

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel"

Artikel 1. Het Paritair Subcomité voor de houthandel, bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wijzigt en coördineert de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel" (opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1996, gesloten in het Paritair Subcomité voor de

houthandel en aanverwante nijverheden en algemeen bindend verklaard krachtens Koninklijk Besluit van 10 mei 2001 (Belgisch Staatsblad van 11 december 2001) zoals hierna uiteengezet.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de houthandelsondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de houthandel en op de werklieden en werksters die zij tewerkstellen.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2012. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van minstens zes maanden en eindigend op 31 december, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de houthandel.

GEWIJZIGDE EN GECOÖRDONEERDE STATUTEN

HOOFDSTUK I. - Oprichting en zetel

Artikel 1. Er wordt vanaf 1 januari 1996 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd : "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel".

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK II. - Opdracht

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel de financiering, de toekenning en de uitkering van aanvullende voordelen te verzekeren welke worden vastgesteld door het Paritair Subcomité voor de houthandel ten voordele van de werklieden en werksters, tewerkgesteld in de houthandelsondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de houthandel. Het Fonds heeft eveneens tot opdracht :

- het financieren en organiseren van de beroepsopleiding van de werknemers en de jongeren;
- het bevorderen van initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen.

HOOFDSTUK III. - Financiering

Art. 4. De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit bijdragen welke gestort worden door de werkgevers die de in artikel 3 bedoelde werklieden en werksters tewerkstellen.

Art. 5. De bijdragen worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Art. 6. Het dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 7. De bijdragen worden door toedoen van het Fonds geïnd.

Het Fonds is eveneens gemachtigd bijdragen te innen en over te maken aan de professionele federaties van de sector: NUHOS, de Belgische Federatie van Hout Invoerhandel en Belgian Wood forum.

Het paritair beheerscomité kan beslissen om de bijdragen te laten innen via de diensten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 8. De bijdragen worden berekend en zijn verschuldigd door de werkgever voor elk kwartaal van het burgerlijk jaar. De voor het verstreken kwartaal verschuldigde bijdragen moeten van rechtswege door de werkgever worden betaald ten laatste op de laatste dag van de tweede maand volgend op dit trimester (het debetbericht verzonden door het Fonds geldt slechts als herinnering).

Art. 9. De driemaandelijkse bijdragen worden berekend op basis van de driemaandelijkse

aangifte die de werkgever dient over te maken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het verlopen kwartaal.

Art. 10. Ingeval de betaling van de bijdragen niet binnen de bij artikel 8 vastgestelde termijnen is verricht of de bij artikel 9 voorgeschreven formaliteiten niet vervuld zijn binnen de vereiste termijnen, is de werkgever van rechtswege verplicht een verhoging met 10 pct. van het bedrag van de verschuldigde bijdragen te betalen.

De bijdragen die niet worden betaald binnen de in artikel 8 vastgestelde termijnen, alsook de desbetreffende verhogingen, brengen van rechtswege verwijlntresten met zich mee volgens de rentevoet voorzien voor sociale bijdragen in toepassing van de Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

In geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld, kan het paritair beheerscomité afzien van de betaling van de verwijlntresten en van de verhogingen van de bijdrage.

In geval van geschil over de betaling van de bijdragen, verhogingen en verwijlntresten, is alleen de rechtbank van de plaats waar de maatschappelijke zetel van het Fonds gevestigd is bevoegd.

Art. 11. Het op het einde van het dienstjaar verworven batig saldo is beperkt tot het totaalbedrag van de in datzelfde dienstjaar uitgekeerde voordelen. Het overschot kan aangewend worden voor ristöorno's aan de werkgevers en/of een vermindering van de patronale bijdragen, bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

HOOFDSTUK IV. – Aard, toekenningsvoorwaarden en uitkeringswijzen van de aanvullende voordelen

Art. 12. De in artikel 3 bedoelde werklíeden en werksters hebben recht op aanvullende voordelen, waarvan het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringswijzen worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Art. 12Bis. De sociale voordelen toegekend door het Fonds zijn de volgende:

Voordelen aan de werklíeden:

- 1) Aanvullende uitkering van bestaanszekerheid
- 2) Aanvullende vergoeding bij brugpensioen
- 3) Anciënniteitspremie
- 4) Eindejaarspremie
- 5) Forfaitaire ontslagvergoeding
- 6) Premie voor nieuwkomers binnen de sector
- 7) Vergoeding voor permanente vorming
- 8) Syndicale premie

Voordelen voor de werkgevers:

1. Vergoeding voor vorming

Art. 13. De uitkering van de aanvullende voordelen mag in generlei geval afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen welke hem zijn opgelegd.

Art. 13Bis. De toegekende voordelen zijn gratis voor de begunstigden. Aan de begunstigde mag geen enkele kost ten laste gelegd worden op de ene of andere manier.

HOOFDSTUK V. - Beheer

Art. 14. Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit vier effectieve leden die de beheerders van het Fonds zijn.

De helft van de leden wordt aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor de houthandel die op voordracht van de Nationale Federatie der Houthandelaars benoemd zijn, de andere helft der leden wordt aangewezen door en onder de leden van

voormeld paritair subcomité die de werklieden en werksters van deze sector vertegenwoordigen.

De leden van het paritair beheerscomité worden aangewezen voor dezelfde termijn, als die van hun mandaat als lid van het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Het paritair beheerscomité wordt aangevuld met vier plaatsvervangende leden, die onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde termijn als de effectieve leden worden aangewezen. Bij tijdelijke verhindering, vervangen de plaatsvervangende leden, de effectieve leden en vervullen hun mandaat.

De functies van effectief of plaatsvervangend lid van het paritair beheerscomité nemen een einde door ontslag, door overlijden of wanneer het mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor de houthandel verstrijkt, of door ontslag gegeven door de verantwoordelijke vereniging. Het nieuwe lid beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief en van plaatsvervangend lid van het paritair beheerscomité kunnen vernieuwd worden onder dezelfde voorwaarden als die waaronder zij zijn toegekend.

Art. 15. De beheerders van het Fonds gaan met betrekking tot verplichtingen van het Fonds, persoonlijk geen enkele verbintenis aan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun beheersmandaat.

Art. 16. Het paritair beheerscomité telt een Voorzitter en een Vice-Voorzitter.

Het Voorzitterschap en het Vice-Voorzitterschap worden alternerend georganiseerd tussen de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties en de duur van een mandaat betreft drie jaren.

Art. 17. Het paritair beheerscomité heeft de ruimste bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, onverminderd die welke door de wet of door deze statuten voorbehouden zijn aan het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Het paritair beheerscomité kan een gedeelte van zijn bevoegdheden aan een directeur en aan welke mandataris ook van zijn keuze overdragen.

Het paritair beheerscomité heeft met name als opdracht :

1. de aanwerving en het ontslag van het personeel van het fonds;
2. toezicht te houden over en elke nodige maatregel te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de beheerskosten alsmede het quota der jaarlijkse inkomsten te bepalen die zullen dienen om deze onkosten te dekken;
4. elk jaar tijdens de maand juni, schriftelijk verslag uit te brengen aan het Paritair Subcomité voor de houthandel over de uitvoering van zijn opdracht.

De directeur heeft in het bijzonder als opdracht:

1. De voorbereiding van de agenda van de vergaderingen
2. De uitnodiging van de effectieve en plaatsvervangende leden van het paritaire beheerscomité; de uitnodiging, de agenda en de eventuele documenten worden opgestuurd per gewone post of per elektronische post minstens vijf werkdagen voor de gezegde vergadering.
3. De redactie en de distributie van het verslag van de vergadering aan de effectieve en plaatsvervangende leden ten laatste een maand na de gezegde vergadering.

Art. 18. Het paritair beheerscomité vergadert ten minste tweemaal per jaar, na oproeping hetzij door de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij na oproeping door de directeur van het Fonds, op verzoek van een der vertegenwoordigde organisaties.

Art. 19. De directeur van het Fonds woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair beheerscomité bij en neemt het secretariaat waar. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 20. Het paritair beheerscomité kan alleen dan geldig beraadslagen, indien iedere partij vertegenwoordigd is.

De beslissingen van het paritair beheerscomité worden genomen met eenparigheid van stemmen der aanwezige leden.

Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangende leden die effectieve leden vervangen, zijn stemgerechtigd.

HOOFDSTUK VI. - Toezicht

Art. 21. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958, betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid wijst het Paritair Subcomité voor de houthandel, een of verscheidene accountants aan, ten einde het beheer van het Fonds te controleren.

Hij brengt ten minste eens per jaar, in de maand juni, verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Daarbij, licht hij het paritair beheerscomité van het Fonds regelmatig in, over het resultaat van zijn onderzoekingen en doet de aanbevelingen die hij nuttig acht.

HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen

Art. 22. Elk jaar, op 31 december, worden de balans en de rekeningen van het afgelopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening

Art. 23. De ontbinding van het Fonds kan door het Paritair Subcomité voor de houthandel worden uitgesproken. Dit beslist over de bestemming van de goederen en waarde van het Fonds na kwijting van het passief, door aan deze goederen en waarden een bestemming te geven overeenkomstig het doel waarvoor het Fonds werd opgericht. Het Paritair Subcomité voor de houthandel wijst de in artikel 14 voorziene effectieve leden van het paritair beheerscomité als vereffenaars aan.

HOOFDSTUK IX – Bevoegdheid in geval van geschillen

Art. 24. In geval van geschil tussen de vertegenwoordigers van de arbeiders en van de werknemers, vindt er eerst een bemiddeling plaats in het Paritaire Comité.

Indien de bemiddeling niet slaagt, komt het de arbeidsrechtbank van de zetel van het Fonds toe te oordelen met betrekking tot de geschillen betreffende de rechten en plichten die voortvloeien uit de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van

De Minister van Werkgelegenheid,

Mevr.